

Madame la Préfète, Madame la Directrice des Services de l'Éducation Nationale, Mesdames, Messieurs les membres du CDEN,

Comme tout le monde a pu le constater, cette année scolaire fut des plus éreintante pour tous, enseignants, AESH, AED, administratifs, Psy-EN. Le Sgen-CFDT Lorraine commencera une nouvelle fois par dénoncer la promesse non tenue d'une augmentation de 10% pour toutes et tous sans condition ainsi que la mise en place du Pacte. L'esprit du pacte est totalement opposé aux valeurs portées par le service public et les enseignant·e·s qui ont choisi de s'y engager. Sa mise en œuvre, contribuera à accentuer l'iniquité de traitement des personnels et des élèves. Cette rémunération est sensée inciter les collègues à travailler encore davantage alors que, depuis des années, nous alertons sur l'épuisement professionnel des enseignant·e·s, CPE, psy EN, sans parler des chef·fe·s d'établissement.

Allourdir la charge de travail des personnels ne contribuera pas à envoyer un message de nature à relancer les vocations ! Parce qu'il met en concurrence les personnels, qu'il va aggraver les inégalités femmes/hommes, qu'il va dégrader le fonctionnement des écoles et des EPLE, le Sgen-CFDT rejette le pacte. Nous continuerons de demander une amélioration des conditions de travail et dénonçons la politique individualiste ultra libérale portée par ce pacte. Sans compter qu'il ne résoudra en rien les problèmes de remplacement de longue durée qui sont les plus préjudiciables pour nos élèves.

Pour nos collègues personnels de direction et directeur·trice·s d'école, les inquiétudes sont vives concernant la charge de travail effective tant pour la mise en place que pour le suivi des pactes. Submergé·e·s par des missions toujours plus exigeantes, ils et elles appréhendent une dégradation de leurs conditions d'exercices et des relations professionnelles avec leurs équipes enseignantes.

Pour nos collègues AESH et AED, la fusion des deux corps interroge et angoisse. Beaucoup d'AESH ne sont pas prêts à accomplir des missions loin de celles jusqu'alors allouées. Comment s'adapter à un grand groupe alors que nos collègues ont jusqu'à présent pu prendre en charge le suivi d'un ou plusieurs élèves. Le Sgen-CFDT précise encore une fois, que l'École Inclusive est une très belle aventure mais que les conditions et les moyens pour sa mise en place nécessitent quelques ajustements et que cette fusion n'est pas la bonne solution. Quel mépris pour les AESH qui se sont bien souvent auto-formés, il ne s'agirait pas de réduire à néant ce professionnalisme dont ils ont fait preuve jusqu'à présent.

En parallèle, dans le département, mais également au niveau national, les situations de difficultés de gestion d'élèves se multiplient et nécessitent quelques ajustements. En effet, l'obligation scolaire des élèves de maternelle ne se met en place non sans difficulté. Les

situations d'agressions à la fois verbales et physiques sur enseignant se multiplient, que ce soit venant des élèves ou désormais des parents, cette multiplication de situations délicates nécessite de nous interroger sur la mise en place d'un cadre sécurisant et sécuritaire digne à l'exercice de leurs fonctions.

En ce qui concerne les nouveaux horaires scolaires, quelques difficultés vont être rencontrées par nos plus jeunes élèves puisque dans certaines écoles, la pause méridienne nécessite deux services de cantine. Comment des élèves de maternelle pourront en 40 minutes, se laver les mains, passer aux toilettes, manger, repasser aux toilettes pour être rendu à leur enseignant. Les personnels chargés de cantine devront courir pour aider ce public non autonome face au découpage par exemple. Voulons-nous que nos enfants, et ce dès trois ans, subissent la pression, la précipitation du monde des adultes actuels ?

Comme il serait trop long d'évoquer toutes les questions que cette nouvelle école soulève, nous terminerons pas réaffirmer que le temps politique et le temps pédagogique ne sont pas les mêmes et qu'au regard de la brutalité des annonces et de leur calendrier de mise en œuvre, nous sommes plus que dubitatif·ve·s sur l'avenir de ces différentes réformes. Nous continuons de penser que pour qu'une réforme soit efficace, elle doit se mettre en place en tenant compte de l'expertise des acteur·trice·s de terrain qui seront chargé·e·s de l'appliquer. On ne réforme pas contre mais avec les personnels et en tenant compte de l'intérêt de toutes les parties prenantes y compris les usagers, c'est à dire nos élèves. Or, vouloir essentiellement coller aux besoins à court terme du marché du travail est économiquement et socialement dangereux lorsqu'on sait la rapidité d'évolution des besoins du marché de l'emploi. Jusqu'ici le contenu des formations professionnelles était volontairement transverse sur une famille de métiers pour permettre à la fois une préparation à la poursuite d'études tout en donnant aux élèves les pré-requis nécessaires pour comprendre leur environnement de travail et pouvoir s'y adapter. Si l'on se base sur les premiers intitulés des futures formations, le Ministère semble vouloir plutôt prioriser l'adéquation immédiate aux besoins des branches professionnelles.

Pour finir, nous semblons ne pas avoir été entendus puisque beaucoup de collègues se retrouvent avec quatre jours de prélevés sur leur fiche de paie de mai par exemple, et, ce, malgré nos différentes demandes de ne prélever qu'au maximum deux jours de grève concernant la réforme des retraites.

Merci pour votre écoute